

SOMMAIRE & ÉDITO

• Au cœur de la solidarité et de la citoyenneté p. 2-3

DOSSIER

• Les clés pour défendre le droit au logement p. 3

• Des vacances senior en or p. 4



• Une solution pour réduire la fracture numérique p. 6-7



• Quand l'espace parents entre en action p. 7

• Une note d'informatique dans la musique p. 9

• Des bénévoles engagés p. 10



• Comment sortir la tête de l'eau après les inondations ? p. 10

• Les actions de l'AFL de Caen p. 11

• La loi de transition énergétique en question p. 12-14

• Il faut se mouiller pour la qualité de l'eau p. 15

LOGEMENT

• Le Programme local habitat p. 16

ÉDITO

Au cœur de la solidarité et de la citoyenneté



JEAN-MARIE BONNEMAYRE
Président

C'est à un véritable effondrement social auquel on assiste dans tous les domaines : inégalités croissantes, discriminations aussi bien raciales que sociales, déclassement et hérédité sociale de la pauvreté ; école à deux vitesses, santé à deux vitesses, fin de l'état social à la grande joie des libéraux, jeunesse sacrifiée, fractures territoriales. N'en jetez plus, nous dira-t-on ! C'est pourtant la terrible réalité que pointent les statistiques officielles dans tous les ministères. L'Insee relève que le niveau de vie médian des Français a baissé de 1,1% de 2008 à 2013, ce qui est sans précédent connu ! Le recul a même été de 3,5% pour les 10% des ménages les plus modestes. C'est dire si l'intensité de la pauvreté augmente et touche des milieux inattendus : toujours selon l'Insee, 14% des personnes sans domicile ont poursuivi des études post-bac ! Les diplômés ne suffisent même plus à protéger de la précarité !

Comment expliquer aux jeunes des banlieues l'importance de la scolarité quand on en arrive à ce niveau-là ? Il y a longtemps que le CNAFAL renvoie cette question brûlante aux pouvoirs publics ! Pire, même le Conseil national d'évaluation du système scolaire déclare que les inégalités sociales à l'école sont produites à l'école elle-même ! Exit « l'égalité des chances » devenue un concept creux et pire un slogan incantatoire de campagne électorale ! Depuis des années, le CNAFAL dénonce dans tous les domaines, les logiques institutionnelles excluantes, car c'est cela qui est en cause, c'est dire l'urgence de réformes profondes, de refondation de la République. L'emploi ne préserve même plus de la pauvreté. Deux millions de personnes ayant un emploi vivent en dessous du seuil de pauvreté ! Les grandes aires urbaines de plus de 500 000 habitants, concentrent la part la plus importante de l'activité et donc de la richesse : dans ces zones-là, le PIB (produit intérieur brut par habitant) y est en moyenne 50% plus élevé que dans le reste du pays... C'est la nouvelle France élitaire à l'heure des métropoles « armées », nous dit-on, pour la mondialisation, évolution que le CNAFAL a mis en valeur dans le n° 115 de *Familles Laïques* (Comment réussir la réforme territoriale) !). L'accès aux soins et la protection sociale (fleuron de l'Etat républicain, bâti après la guerre), ne cessent de se dégrader : déserts médicaux, dépassements d'honoraires, restrictions des prestations, déremboursements, recrudescence



© Jean-Marie Bonnemayre

Alors que les inégalités font rage dans notre société, la solidarité est plus que jamais au cœur de l'action des bénévoles qui s'investissent pour venir en aide aux plus démunis.

des maladies professionnelles et fin de la médecine préventive. C'est une médecine à deux vitesses qui s'est mise en place subrepticement comme pour l'école : davantage de patients sont pris en charge à 100%, mais pour les soins courants, le taux de couverture est tombé à 50%... et bien sûr, il y a ceux qui renoncent aux soins, autrement dit la situation sanitaire s'aggrave... Dans le budget des familles, la santé est le poste le plus menacé : le Secours populaire révèle à travers une étude commandée à Ipsos, que 55% des Français jugent en 2016, que leur vie quotidienne est menacée par la pauvreté !

Quasiment un Français sur deux a recours au moins une fois par an, à un découvert bancaire ! Malgré ce tableau non exhaustif de l'état actuel de la France, certains grands élus libéraux ambitieux osent parler d'assistanat, de suppression du RSA, ou bien d'y mettre des « contreparties » sous forme de travail obligatoire réinventant le STO, de triste mémoire... ou bien retenant à la source, l'allocation de rentrée scolaire,

lorsque les enfants sont placés à l'ASE. Quelle société nous préparent-ils au-delà du pouvoir déjà acquis, du fort sur le faible ? Nous aurons le temps d'y répondre dans les prochains numéros de *Familles Laïques*, à l'approche de la présidentielle. Le CNAFAL, au cœur de la solidarité et de la citoyenneté, au cœur de l'éducation populaire. C'est ce que montrent nos familles laïques sur le terrain : dépanner, éduquer, transmettre, se défendre contre la loi du plus fort. Les bénévoles travaillent avec beaucoup d'abnégation, de volontarisme, dans un contexte où la plupart des associations ont vu, depuis cinq ans, leurs subventions taillées en pièces, alors qu'elles seules amènent du lien social, évitant peut-être une explosion sociale et un chaos sans précédent ! C'est aussi du fait de ces constats-là que le CNAFAL se bat pour la mise en place d'un revenu social garanti pour tous, seule issue positive à cette crise, dont beaucoup ne mesurent plus les effets ! De la crise des années 1930, il est sorti quinze ans plus tard la protection sociale à la française ! Espérons, espérons, espérons ! ■

Familles Laïques

Revue trimestrielle éditée par le CNAFAL (Conseil national des associations familiales laïques) • 108, avenue Ledru-Rollin • 75011 Paris
Tél. : 01 47 00 02 40 • Fax : 01 47 00 01 86 • E-mail : cnafal@cnafal.net

Directeur de la publication et président du CNAFAL : Jean-Marie Bonnemayre •
Chef d'édition : Jérôme Comin • Secrétaire de rédaction : Jeannine Jouanin •
Gérant : Jean-François Chalot • Réalisation : @BAT - Tél. : 01 46 94 69 96 •
Impression : Imprimerie Gueutier (35) • Dép. légal Presse Commission.
Commission paritaire n° 0910G87077. ISSN 0755-4265.

Bulletin d'abonnement

À retourner au CNAFAL
108, avenue Ledru-Rollin
75011 Paris

ou à déposer au CDAFAL de mon département.

Nom - prénom :

Adresse :

Je désire recevoir 4 exemplaires de *Familles Laïques* pour le prix de 5,40 € à partir du n° :

Je règle par chèque (postal ou bancaire) ci-joint, à l'ordre du CNAFAL.